



Montreuil, le 9 septembre 2025

Pas de ministre, pas de légitimité : la CGT boycotte le CSFPT du 17 septembre 2025

**Dès le 10, en passant par le 18 septembre et après,
la riposte sera dans la rue !**

Le Premier ministre a démissionné. Il n'a plus la confiance des député·es et encore moins celle du peuple. Dans ce contexte de crise politique, le gouvernement décide malgré tout de maintenir la séance plénière du Conseil supérieur de la fonction publique, le 17 septembre, alors qu'il est réduit à expédier les affaires courantes. Des textes lourds de conséquences pour les agent·es de la fonction publique territoriale sont à l'ordre du jour sans qu'aucune gouvernance politique ne permette d'arbitrer les propositions d'amendements susceptibles de faire évoluer leur rédaction.

Comment, dans ces conditions, est-il possible de réunir une instance de « dialogue social » si aucun ministre légitime n'est en capacité d'arbitrer les amendements ? C'est un déni démocratique et un passage en force absolu que la CGT ne cautionnera pas !

Les projets de décrets présentés au CSFPT n'ont rien d'affaires courantes : ils constituent une véritable offensive contre le statut, les droits des agent·es et l'organisation de la fonction publique territoriale. Ils offrent de nouvelles revalorisations aux très hauts fonctionnaires, tandis que les agent·es de catégorie C, majoritaires dans la fonction publique territoriale et essentiels au quotidien, restent condamnés à des salaires de misère.

Ils élargissent les missions des polices municipales alors que, pour la CGT, leur rôle doit rester celui d'une police de proximité au service de la population et non de supplétifs chargés de combler le manque d'effectif de la police nationale et de la gendarmerie nationale.

Enfin, sous couvert de « simplification », ces textes attaquent de plein fouet les droits collectifs avec notamment l'espacement des visites médicales, l'affaiblissement des examens professionnels et un avancement de grade en catégorie B de plus en plus livré à l'arbitraire de l'employeur, ouvrant la voie au clientélisme et à l'injustice...

Pour tous ces projets, la CGT aurait voté CONTRE ! L'ancien gouvernement tentera de passer en force, mais ce sera sans la participation de la CGT.

Avec détermination, nous pensons que l'heure est à la mobilisation des agent·es pour battre en brèche les projets de rigueur budgétaire qui mettent à mal le fonctionnement des services essentiels dont la population a grandement besoin, les conditions de travail, la santé et la sécurité des personnels et leur rémunération. Nous mènerons le combat avec toutes celles et tous ceux qui refusent de subir davantage d'injustices. Car, pendant que les services publics sont étranglés par l'austérité, des milliards sont engloutis dans le budget de guerre, 211 milliards dans les cadeaux aux grandes entreprises et qui finissent *in fine* dans la poche des actionnaires. La CGT revendique une tout autre orientation : un budget pour la paix, pour les salaires, pour les services publics, pour une justice sociale et fiscale. .../...

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Parce que nous refusons un avenir d'austérité, de misère salariale et d'injustices, nous portons des revendications urgentes :

- Des moyens pour les salaires et les services publics, pas pour la guerre ni les actionnaires !
- Abandon du budget d'austérité : assez de sacrifices pour les agent-es !
- Revalorisation immédiate du point d'indice à 6 euros et hausse générale des salaires et pensions !
- Santé protégée : suppression du jour de carence et maintien du 100 % en cas de maladie !
- Retraite à 60 ans à taux plein, abrogation de la réforme des retraites de 2023 et pérennisation de la CNRACL !
- Abrogation de la loi de Transformation de la fonction publique du 6 août 2019 !
- Égalité salariale femmes-hommes : 6 milliards d'euros pour la protection sociale !
- Des carrières réelles : déblocage des avancements, refonte des grilles, titularisation des contractuel·les !
- Des dotations pour les collectivités, pas des coupes budgétaires : des services publics de qualité et de proximité renforcés !

La Fédération CGT des services publics appelle dès le 10 septembre, en passant par le 18 et aussi longtemps qu'il le faudra, les agent-es et les usager-es unis, à être dans la rue, en grève et manifestations.

Unis et déterminés, nous pouvons tout gagner !

Notre force, c'est la mobilisation. Notre avenir, c'est la victoire !